

Déclaration conjointe : La société civile afghane et européenne s'oppose aux négociations de l'UE avec les talibans sur les expulsions

Nous, organisations de la société civile signataires de la présente déclaration, dont les organisations issues de la diaspora afghane à travers l'Europe, sommes profondément préoccupées, indignées et vivement déçues par les [informations](#) selon lesquelles l'Union européenne (UE) entend accueillir des représentants des talibans à Bruxelles pour des discussions portant sur les expulsions vers l'Afghanistan.

Ouvrir ses portes aux représentants des talibans pour discuter d'expulsions envoie un signal dangereux et aux effets dévastateurs, alors que le peuple afghan continue de subir l'une des crises des [droits humains](#) et [humanitaires](#) les plus graves au monde sous le régime des talibans. La Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre les dirigeants des talibans, et nombre d'entre eux figurent sur les listes de sanctions de l'UE et des Nations Unies. Cette invitation compromet la crédibilité, les valeurs et les engagements de longue date de l'UE en matière de droits humains, de démocratie, de responsabilité et de droit international.

Depuis leur prise de pouvoir en août 2021, les talibans ont systématiquement démantelé les protections constitutionnelles, [exclu](#) les femmes et les filles de la vie publique, réprimé violemment toute dissidence, et bien davantage encore, imposant un régime fondé sur la discrimination et la terreur. De nombreux [experts des Nations Unies](#) et [organisations internationales de défense des droits humains](#) ont décrit le traitement infligé par les talibans aux femmes et aux filles comme pouvant constituer un apartheid de genre.

Les propres [critères de référence](#) de l'UE, qui conditionnent explicitement tout engagement avec les talibans au respect des droits humains, de l'État de droit et des obligations internationales, devraient guider tout rapport avec ces derniers. Coopérer avec les talibans sur les expulsions contredit non seulement ces critères, mais fait également fi des [résolutions répétées](#) du Parlement européen et de ses appels à une approche à l'égard de l'Afghanistan fondée sur les droits et les principes. La plus récente [résolution](#) du Parlement européen (mai 2026) déplore le projet d'inviter des représentants des talibans à Bruxelles et appelle la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure à ne pas reconnaître les talibans et à ne pas normaliser les relations avec eux.

Pour des millions d'Afghans, et en particulier les femmes et les filles, les défenseurs des droits humains, les journalistes, les universitaires, les juges, les artistes, les anciens fonctionnaires, les minorités ethniques et religieuses, les personnes LGBTQI+ et celles contraintes à l'exil, Bruxelles symbolise la défense des valeurs démocratiques, de la dignité humaine, de la protection internationale et un soutien de principe aux droits humains, notamment en Afghanistan. L'UE a joué un rôle essentiel en soulevant de façon constante les préoccupations liées aux violations continues des droits humains en Afghanistan. Elle soutient un certain nombre d'initiatives, notamment l'établissement d'un [mécanisme indépendant de suivi des droits humains de l'ONU](#). Ces efforts ont été profondément valorisés et largement salués tant par les Afghans que par la communauté internationale des droits humains. La décision d'accueillir des représentants des talibans à Bruxelles pour discuter d'expulsions sape toute la confiance établie jusqu'à présent.

Nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que cette initiative concerne les expulsions vers l'Afghanistan. La situation actuelle dans ce pays rend ces discussions profondément irresponsables. L'Afghanistan sous le contrôle des talibans ne peut en aucun cas être considéré comme un pays sûr aux fins d'expulsions.

Plus de [90 % des Afghans déplacés](#) continuent d'être accueillis par les pays voisins de l'Afghanistan, notamment l'Iran et le Pakistan. Si les Afghans restent parmi les principaux groupes nationaux demandeurs d'asile en [Europe](#), leur nombre demeure comparativement faible par rapport à l'accueil au sein de la région. Le nombre d'Afghans arrivant en Europe a également sensiblement diminué ces dernières années.

Bien que les demandeurs d'asile afghans bénéficient généralement de [taux de reconnaissance relativement élevés](#) (73,3 % en première instance en 2025, incluant les protections nationales), ils continuent de faire face à un traitement profondément hétérogène et inégal selon les États membres de l'UE. Les taux de reconnaissance pour les demandeurs afghans ont varié de [98 % au maximum](#) dans certains États membres [à moins de 5 %](#) dans d'autres, sans explication crédible liée au fond ou au profil des dossiers concernés. Ces disparités extrêmes laissent fortement supposer que les Afghans ayant besoin de protection ne font pas l'objet d'une évaluation selon des normes et des garanties uniformes à travers l'Europe.

Des [préoccupations sérieuses](#) quant à la sécurité et à la légalité des expulsions vers l'Afghanistan avaient été soulevées bien avant la prise de pouvoir par les talibans. Aujourd'hui, la détérioration de la situation des droits humains, l'absence de protection juridique effective, l'effondrement des garanties institutionnelles et les risques permanents de persécution et de représailles rendent encore plus manifeste le fait que l'Afghanistan ne peut être considéré comme sûr pour un retour. Des tribunaux à travers l'Europe sont [intervenus](#) pour suspendre les expulsions, reconnaissant ces réalités. Les organes onusiens des droits humains, dont le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, [ont récemment appelé les États](#) à cesser les retours involontaires vers l'Afghanistan, compte tenu de la situation grave et persistante des droits humains dans le pays.

Selon l'évaluation officielle du HCR, [de nombreux Afghans](#) demandant l'asile relèvent d'une protection internationale. Lorsqu'il est établi que des Afghans n'ont pas besoin d'une telle protection, les pays européens devraient privilégier des alternatives durables, fondées sur les droits, notamment l'octroi d'un statut, l'accès aux droits de séjour et d'autres mesures garantissant dignité, stabilité et protection aux personnes dans l'impossibilité de retourner en sécurité dans leur pays.

Toute tentative de l'UE ou de ses États membres de conclure des arrangements d'expulsion avec les talibans risque de violer le principe de non-refoulement, pierre angulaire du droit international des réfugiés et des droits humains, qui interdit le transfert d'individus vers des situations où ils risquent la persécution, la torture ou d'autres préjudices graves.

La société civile afghane, en particulier les organisations de femmes afghanes et de défenseurs afghans des droits humains, ont à maintes reprises mis en garde contre les politiques qui contribuent à la normalisation politique des talibans tout en excluant les voix des victimes et de celles et ceux directement affectés par leur régime (voir [ici](#) et [ici](#)). Pourtant, celles et ceux dont l'avenir et la sécurité seront profondément affectés sont écartés des discussions en cours. Nous ne pouvons cautionner cela.

Nous appelons donc la Commission européenne, le Service européen pour l'action extérieure et les États membres de l'UE à :

- Reconsidérer et suspendre immédiatement toute invitation ou accueil officiel prévu de représentants des talibans à Bruxelles ;
- Veiller à ce que tout engagement concernant l'Afghanistan reste strictement subordonné à des progrès mesurables et vérifiables en matière de droits humains, en particulier les droits des femmes et des filles ;

- Rejeter tout arrangement de coopération facilitant les expulsions vers l'Afghanistan dans les conditions actuelles ;
- Respecter pleinement le principe de non-refoulement et les obligations de l'UE au titre du droit international des réfugiés et des droits humains ;
- Garantir une consultation constructive et structurée avec la société civile afghane, les défenseurs des droits des femmes, les organisations dirigées par des réfugiés et les experts en droits humains dans toutes les discussions politiques concernant l'Afghanistan ;
- Élargir les voies de protection sûres pour les Afghans en danger, notamment l'accès à l'asile, la réunification familiale, les visas humanitaires, les mécanismes de réinstallation et de relocalisation ;
- Continuer à soutenir les mécanismes internationaux indépendants de suivi et de documentation des violations et des éventuels crimes internationaux commis en Afghanistan ;
- Veiller à ce que la politique de l'UE à l'égard de l'Afghanistan reste fermement ancrée dans les droits humains, les principes démocratiques et de responsabilité, plutôt que dans des objectifs de dissuasion migratoire.

Signataires:

Afghanistan and Central Asian Association
 Afghanistan LGBTIQ+ Organisation
 Afghans Empowered.org
 Africa Solidarity Centre Ireland (ASCI)
 AFRICAN MEDIA ASSOCIATION MALTA
 ARENE (Afghan Refugees Experts Network in Europe)
 ASB
 Association for Integration and Migration (Simi)
 asylkoordination austria
 AWO Bundesverband e.V.
 Center for Migration, Gender, and Justice
 Centre for Peace Studies
 Churches' Commission for Migrants in Europe (CCME)
 Ciré
 Deutsch-Afghanische Freundschaftsgesellschaft Baaham e.V.
 Diakonie Deutschland
 Dutch Council for Refugees
 European Council on Refugees and Exiles (ECRE)
 Emmaus Europe
 Empowerment For Her
 Estonian Refugee Council
 European Network of Migrant Women
 European Network on Statelessness
 European Women's Lobby
 European-Global Civil Society Organization (EGCSO)
 FARR, the Swedish Network of Refugee Support Groups
 Federation of Protestant Churches in Italy
 Female Fellows e.V
 Fenix Humanitarian Legal Aid
 Finnish Refugee Advice Centre
 Forum réfugiés
 France terre d'asile

Fundacja Ocalenie
Gender Persecution in Afghanistan Accountability Working Group (GPWG)
Generation Outside Afghanistan .org
Greek Council for Refugees (GCR)
Greek Forum of Refugees
HIAS Greece
International Refugee Assistance Project (IRAP) Europe
Jesuit Refugee Service (JRS) Europe
KEIHAN Foundation
Melissa Network
Melissa Network of Migrant Women in Greece
Migrant Women Hungary Association/ She4She
NANSEN (The Belgian Refugee Council)
Network of Afghanistan Diaspora Organisations in Europe (NADOE)
NOAS Foundation
Passerell
PIC - Legal Center for the Protection of Human Rights and the Environment
Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants - PICUM
Portuguese Refugee Council (CPR)
PRO ASYL
Rainbow Afghanistan
Red Acoge
Refugee Advisory Board
Refugee Support Aegean (RSA)
Renovar Mouraria
Safe Passage International
Schweizerische Flüchtlingshilfe (Swiss Refugee Council)
SOLIDAR
Symbiosis-Council of Europe School of Political Studies in Greece
UNIRE-APS
Vluchtelingenwerk Vlaanderen